

LA GUERRE EN UKRAINE, UN SURSAUT POUR L'OCCIDENT ?

Daniel Gerbi 10 mai 2023

I - Les erreurs majeures de l'Occident et ses conséquences politiques et économiques révélées par la guerre en Ukraine

Les relations entre la Russie et les pays occidentaux se sont tendues ces dernières années en raison de l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 et de son soutien aux séparatistes dans l'est de l'Ukraine : régions pro-russes de Lougansk et de Donetsk situées dans le Donbass (Est du pays). En outre, le président russe Vladimir Poutine a accusé les services secrets occidentaux d'être impliqués dans des attaques "terroristes" en Russie.

Les occidentaux ont sous-estimé la volonté de Poutine de reconstituer la Grande Russie ou pour le moins dans un premier temps de constituer une barrière sanitaire vis-à-vis de l'Occident et de l'Otan en particulier.

L'inquiétude de Poutine est de deux ordres :

- *L'extension de l'OTAN*
- *L'extension de l'Union Européenne*

Le ressentiment de Poutine :

- *La chute de l'Union Soviétique*
- *La révolution ukrainienne de Maïdan en février 2014*
- *Le non-respect par les Etats Unis et ses alliés des résolutions de l'ONU :*
 - o *Conflit israélo palestinien*
 - o *Guerre du Kosovo*
 - o *Invasion de l'Irak sans mandat de l'ONU*
 - o *Guerre de Libye*

Les bonnes manières faites à Poutine :

- *En 1994 l'accord de Budapest les armes nucléaires de l'Ukraine et de la Biélorussie rejoignent le territoire russe en échange de la reconnaissance du caractère inviolable des frontières de ces pays*
- *Crise financière de 2008 : soutien affirmé des autorités européennes de Bruxelles*
- *Partenariat Fédération de Russie – OTAN en 1991*
- *En 1994, la Russie a adhéré au programme du Partenariat pour la paix de l'OTAN*
- *Créé en 2002 le conseil Russie-OTAN a travaillé en bonne harmonie sur les questions de sécurité*

Mais après la guerre en Tchécénie, l'invasion de la Géorgie, la première invasion de l'Ukraine et l'annexion de la Crimée, l'OTAN a décidé de suspendre toutes coopérations.

L'extension de l'OTAN :

L'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) est une alliance politique et militaire fondée en 1949 par les douze États signataires du traité de l'Atlantique nord³. L'OTAN s'est élargie en Europe de l'Est depuis la fin de la guerre froide. La première conséquence de l'adhésion d'un pays à l'OTAN est l'extension de la frontière de la Russie avec l'OTAN. En effet, la Russie considère que l'élargissement de l'OTAN est une menace pour sa sécurité nationale.

L'OTAN compte actuellement 31 pays membres Les pays fondateurs de l'OTAN sont la Belgique, le Canada, le Danemark, les États-Unis, la France, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni. L'OTAN a ajouté ensuite trois autres pays à ses membres la Grèce, la Turquie, l'Allemagne de l'Ouest du 18 février 1952 au 6 mai 1955 et un quatrième le 30 mai 1982 l'Espagne. Ensuite la Tchéquie, la Hongrie et la Pologne (1999), la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie (2004), l'Albanie et la Croatie (2009), le Monténégro (2017), la Macédoine du Nord (2020) et enfin la Finlande (en 2023) ont rejoints l'OTAN.

Actuellement, cinq pays partenaires souhaitent adhérer à l'OTAN : la Bosnie-Herzégovine, la Finlande, la Géorgie, la Suède et l'Ukraine. Ce qui à terme portera à 36 le nombre de pays membres de l'OTAN.

En conclusion deux volontés sécuritaires ou/et hégémoniques s'opposent.

L'extension de l'Union Européenne :

La Communauté économique européenne (CEE) a été créée en 1957 par le traité de Rome et a été remplacée par l'Union européenne (UE) en 1993. L'adhésion de nouveaux pays à la CEE a commencé en 1973 avec l'adhésion du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark. Au total 27 pays composent à ce jour l'Union Européenne.

Huit pays sont officiellement candidats pour entrer dans l'Union européenne : l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine du Nord, la Moldavie, le Monténégro, la Serbie, la Turquie et l'Ukraine. La Bulgarie devrait officiellement poser sa candidature en 2025.

En ce qui concerne la zone euro, 20 pays de l'UE ont remplacé leur monnaie nationale par la monnaie unique, l'euro. Ces pays forment la zone euro et comprennent l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, Chypre, la Croatie, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovaquie et la Slovénie.

L'Union européenne est la deuxième puissance économique du monde avec un PIB de 14 476 milliards d'euros en 2021. Elle représente environ 18% du PIB mondial.

Le PIB des États-Unis était de 23 315 milliards de dollars en 2021 et a augmenté de 2,1% en 2022 par rapport à l'année précédente.

Le PIB de la Russie était de 1 502, 737 milliards d'euros en 2021 (soit environ 10% comparé à l'UE) et a baissé de 2,1% en 2022 par rapport à l'année précédente.

L'économie russe repose pour l'essentiel sur l'exportation de ressources pétrolières et minérales peu transformées. La Russie exporte, pour l'essentiel, des ressources énergétiques (pétrole et produits pétroliers, gaz, charbon), de l'acier laminé, des métaux ferreux et non-ferreux, des minéraux utiles.

Depuis la guerre en Ukraine et les sanctions économiques qui lui sont infligées, la Russie a réorienté ses flux d'exportations principalement vers la Chine, l'Inde et quelques autres pays. En outre certains pays (Golfe notamment) permettent à la Russie de déguiser ses exportations.

Cependant, l'armée russe est classée comme la deuxième puissance militaire dans le monde après les États-Unis et occupe la première place en Europe. Avec plus de 3 millions de soldats et des dépenses militaires impressionnantes, la Russie est l'une des forces armées les plus puissantes au monde. Est-t-elle toujours la plus efficace ?

1° erreur de l'Occident : Les systèmes politiques et les valeurs : la non-adhésion aux valeurs occidentales

Il existe plusieurs systèmes politiques et formes de gouvernement tels que les régimes démocratiques, les régimes autoritaires et les régimes totalitaires. Chacun de ces systèmes politiques a ses propres valeurs et principes qui le caractérisent.

L'une des erreurs majeures est d'avoir pensé que la diversité et l'augmentation des volumes d'échange de biens et services au plan international et corrélativement humains permettrait l'adhésion aux valeurs occidentales notamment par l'entremise d'une augmentation du niveau de vie, l'initiative économique voire la liberté d'entreprendre devant permettre l'évolution vers des systèmes politiques démocratiques. Or il n'en est rien il suffit de regarder la Russie, la Chine, l'Inde et autres pays d'Asie et d'Afrique voire d'Amérique latine.

Force est de constater la montée des régimes autoritaires sinon totalitaires. L'UE présente aussi certains symptômes : Pologne, Hongrie, arrivée aux pouvoirs dans d'autres pays des partis d'extrême droite. Enfin il y a une certaine déliquescence de nos institutions républicaines : contestation permanente, taux de participation aux élections en baisse constante ceci traduit un manque de confiance dans les institutions, les représentations politiques, syndicales et autres ouvrant parfois la porte à la démagogie.

2° erreur (de l'UE en particulier) le plan économique

Au plan économique un pays où une zone économique (UE) doit être géré comme une entreprise sans négliger une dimension sociale.

Il importe de diversifier la nature des ressources et leurs sources d'approvisionnement, ensuite privilégier la France, puis l'UE, puis des pays avec lesquels sont conclus des accords commerciaux spécifiques.

Il est nécessaire aussi de diversifier les pays clients, de réindustrialiser l'Europe, d'investir dans la hightech : numérique, biotechnologies, de faire un atout de la transition écologique et du développement durable.

Les conséquences positives à ce jour pour l'Europe de la guerre en Ukraine

Revitalisation et extension de l'OTAN sous l'égide des Etats-Unis ; ceci signifie l'absence de défense européenne unifiée et autonome.

Révision ou accélération au niveau UE des politiques industrielles, de l'énergie, du hightech (numérique, biotech...), de l'environnement mais souvent des consensus difficiles à trouver ce qui ralentit les mises en œuvre voire nuit à une certaine efficacité. Corolaire : il importe de revoir les règles de fonctionnement de l'UE notamment favoriser les règles de majorité en diminuant l'application des « votes à l'unanimité ».

En d'autres termes l'UE a pour allier principal les Etats-Unis, il convient cependant de ne pas être inféodé. Au plan économique les Etats-Unis sont les principaux gagnants en dépit d'une inflation de 5,4% qui peut, pourrait freiner leur économie via notamment une hausse des taux d'intérêts (politique de la FED).

II - La Guerre en Ukraine et le nouvel ordre du monde :

Outre les implications des pays européens, des Etats-Unis... dans la guerre en Ukraine, celle-ci est un révélateur et accélérateur d'un nouvel ordre du monde.

Nous ferons notamment mais pas seulement de larges emprunts à l'ouvrage collectif dirigé par Michel Duclos « Guerre en Ukraine et nouvel ordre du monde ». Cet ouvrage présente les analyses et conclusions de spécialistes reconnus issus des quatre continents, dans le domaine des relations internationales et de la géopolitique.

Michel Duclos est diplomate. Directeur-adjoint du Centre d'Analyse et de Prévision du ministère des Affaires étrangères de 1984 à 1987, il a été ambassadeur au COPS (Comité Politique et de Sécurité*) à Bruxelles de 2000 à 2002, puis représentant permanent-adjoint de la France auprès des Nations Unies de 2002 à 2006, Ambassadeur en Syrie de 2006 à 2009, il est conseiller diplomatique du ministre de l'Intérieur de 2009 à 2012, puis Ambassadeur en Suisse de 2012 à 2014. Il est aujourd'hui membre de l'Institut Montaigne (thinktank).

* Le Comité politique et de sécurité est compétent pour ce qui concerne la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC).

Les soutiens des acteurs de la guerre en Ukraine et les autres :

Les soutiens affichés à la Russie : Syrie, Biélorussie, Venezuela, Birmanie, Corée du Nord.

Les autres soutiens de la Russie : Mali, Afrique du Sud et Burkina Faso ...

Ni condamnation, ni soutien de la Russie : Cuba, Brésil,

Pas de condamnation, mais soutien plus ou moins discret : la Chine et l'Inde au plan économique, Iran fourniture de drones...

Selon The Economist 35 pays soit 32% de la population du monde « penchent » vers la Russie

Les soutiens de l'Ukraine :

Quant aux pays qui soutiennent l'implication des Etats-Unis et de l'Union européenne et donc l'Ukraine, ils forment 36% de la population du monde, toujours selon l'étude de The Economist.

Le nombre des pays qui condamnent la Russie pour avoir lancé cette guerre s'élève à ce jour à 122 (fin 2022).

Les attentistes et opportunistes : les pays du Sud Global.

Le « Sud global », est un ensemble hétérogène de pays non alignés désignant les pays autrefois dits du tiers-monde, la notion regroupe les Etats du sud, principales victimes des effets néfastes de la mondialisation et refusant de s'aligner sur l'un ou l'autre des puissants du Nord global, cet autre nom de l'Occident. Le Sud global est composé de l'Afrique, de l'Amérique latine et des Caraïbes, des îles du Pacifique et des pays en développement d'Asie. Voici une liste des pays en développement d'Asie : Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Laos, Liban, Malaisie, Maldives, Mongolie, Birmanie, Népal, Oman, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Syrie, Tadjikistan, Thaïlande, Timor oriental, Turkménistan, Ouzbékistan (liste non limitative et évolutive, dépend aussi des critères retenus).

Implications géopolitiques : conséquences :

*Géopolitique définition : **étude des rapports entre la géographie et la politique des Etats ou des acteurs sur des territoires et des populations.** La géopolitique concerne l'influence des facteurs géographiques, économiques et culturels sur ces rapports. La géopolitique fait le lien entre géographie et stratégie.*

Les enjeux géopolitiques actuels sont nombreux et variés. Ils incluent la montée des tensions entre les États-Unis et la Chine, la situation en Afghanistan, les conflits en Syrie et en Ukraine, la crise des migrants en Europe, les tensions entre l'Inde et le Pakistan, la situation en Corée du Nord et les relations entre l'Union européenne et la Russie. Ces enjeux ont des conséquences directes et indirectes sur l'organisation des pouvoirs et leur rivalité.

Vladimir Poutine a expliqué à de multiples reprises, avec insistance, que la guerre qu'il a déclenchée vise aussi à renverser ce qui reste de la domination occidentale sur l'ordre du monde.

La guerre en Ukraine annoncerait l'avènement d'un monde multipolaire succédant à cet ordre actuel « dont plus personne ne veut » selon la formule d'un important analyste indien, Shivshankar Menon, dans un article de Foreign Affairs du 3 août 2022. Cet ordre acte le délitement de la domination de l'Occident (Europe, Etats-Unis, Australie, Japon pour l'essentiel).

Les changements constatés :

Un axe Pékin-Moscou existe incontestablement – c'est la forme moderne de l'Est – sur la base de multiples intérêts communs et de diverses affinités (régimes autoritaires : despotisme, dictature, totalitarisme). Il est de surcroît cimenté par une vision partagée de l'Occident, perçu comme à la fois décadent et menaçant.

La déclaration conjointe sino-russe du 4 février 2022 constituait ainsi, en prélude à l'offensive russe en Ukraine, une sorte de manifeste, un véritable programme de remplacement du système international tel qu'il existe – qualifié par les Occidentaux d'« ordre libéral international » ou encore d'« ordre fondé sur des règles » – au profit d'un système international supposé plus juste, démocratique même, et en tout cas respectant les souverainetés nationales et promouvant la « multipolarité ».

En vertu de ce programme, la Chine n'a pas ménagé son soutien politique à la Russie ; elle relaie notamment l'argumentaire russe selon lequel l'agression en Ukraine serait une réponse préventive nécessaire à une attaque planifiée de l'OTAN. Le pragmatisme chinois a toutefois vite apporté des limites à ce soutien. La Chine semble en effet observer avec inquiétude les dégâts causés par la guerre sur l'économie mondiale. Elle n'entend pas jusqu'ici courir le risque de contourner les sanctions américaines, et donc s'abstient de toute aide économique ou militaire visible à la Russie – non sans saisir les opportunités qu'offrent les difficultés économiques de celle-ci (augmentation des achats de pétrole à prix réduit, par exemple).

Sur un point, le « récit russe » n'était pas complètement erroné : l'ancien tiers-monde, que l'on appelle maintenant – à tort ou à raison – le « Sud global », n'est pas du côté de l'Occident. Une majorité de pays du Sud a condamné dans les résolutions des Nations unies l'agression russe ou l'annexion des régions ukrainiennes du Donbass, mais un nombre significatif d'entre eux se sont abstenus ; et parmi eux des États considérés comme proches des Occidentaux, au premier rang desquels l'Inde ou, en Afrique, le Sénégal, le Gabon et le Maroc. Surtout, aucun État du Sud global ne suit les Occidentaux dans leur politique de sanctions et donc d'affaiblissement économique de la Russie.

En dehors du monde occidental, il s'agit d'un « conflit entre Européens », qui ne doit pas distraire d'enjeux plus importants (climat, sécurité alimentaire, règlement d'autres crises). D'une façon frappante, la réaction du Sud à la guerre en Ukraine nous tend ainsi le miroir de la « désoccidentalisation du monde ».

Dans la situation actuelle, l'agression russe constitue, sans aucun doute possible, une atteinte absolue aux principes les plus fondamentaux de la charte des Nations unies établie en 1945 (non-agression, souveraineté, intégrité territoriale). Nous sommes dans un cas d'école de ce que la charte des Nations unies voulait empêcher à tout prix, en réaction à la période hitlérienne. Mais il en a été de même du déclenchement de la guerre d'Irak en 2003

C'est peut-être là, la leçon la plus importante à ce stade de la crise ukrainienne, une sorte de plongée dans un monde purement transactionnel, gouverné par des intérêts propres dans lequel les derniers fondements d'un consensus international paraissent, aux yeux de beaucoup de pays, avoir perdu de leur importance.

Le Sud global et les puissances moyennes désinhibées

L'expression « sud global » a un mérite, celui de faire ressortir les points communs à des pays très divers dans leurs situations géographiques, leurs racines culturelles, leurs niveaux de développement économique ou leurs statuts géopolitiques. De la Chine à l'Afrique subsaharienne ou à l'Amérique centrale, les différences sont évidemment gigantesques.

On ne peut cependant ignorer l'ethos commun qui unit les pays du Sud, et qui est pour l'essentiel le ressentiment à l'égard de l'Occident, ressentiment qui découle en partie, chez les dirigeants des pays concernés, de la prétention des Occidentaux à imposer leurs propres normes, valeurs, modes de vie, à pratiquer l'ingérence et la « conditionnalité ».

Le ressentiment sinon l'hostilité procèdent dans les opinions de causes historiques profondes :

La rancœur contre les anciens pays coloniaux

L'impérialisme des Etats-Unis sur le plan culturel et surtout économique

L'installation de responsables politiques soumis à l'Occident et corrompus

L'ADN anti-impérialiste qui animait jadis le Mouvement des non-alignés (MNA).

S'agissant de la guerre actuelle, la sympathie des opinions occidentales pour les Ukrainiens est mise en parallèle avec l'indifférence supposée des mêmes opinions lorsque des horreurs comparables se déroulent – de manière en quelque sorte routinière (Somalie, Éthiopie, République démocratique du Congo, Brésil, Birmanie...). Le divorce émotionnel, qui remonte bien avant la guerre en Ukraine, n'en est pas moins une donnée dont il faut tenir compte. Ce ressentiment, ce divorce ont d'ailleurs été amplifiés par la gestion de la crise sanitaire : l'inégalité devant les campagnes de vaccination est vue depuis les pays du Sud comme un exemple de l'égoïsme des pays riches. Cependant le Sud Global ignore ou feint d'ignorer la proximité de l'Ukraine avec les autres pays de l'Europe, l'Ukraine n'est pas la « petite Russie » mais est dans l'Europe.

Ce qui est frappant aussi, c'est que l'on assiste à une sorte de retour du refoulé de l'époque coloniale. En Afrique notamment, les praticiens observent que les griefs liés à celle-ci (ou à la période « postcoloniale ») sont plus présents et plus forts aujourd'hui qu'il y a une quinzaine d'années. Est-ce le passage des générations qui explique ce phénomène, les

anciennes puissances coloniales ayant perdu le prestige qu'elles avaient conservé aux yeux des générations précédentes ? Ou est-ce simplement un effet de la relativisation de la puissance occidentale du fait de la concurrence des Chinois et des Russes, voire des Turcs ou d'autres ?

S'agissant de la France, la perte d'influence ne doit-elle pas aussi beaucoup à un interventionnisme militaire indûment prolongé ?

S'agissant des Etats-Unis qui peuvent apparaître au sommet de leur puissance, pour nombre de pays du Sud Global il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'un pays décadent (dito pour les autres pays occidentaux ?)

Il nous paraît utile d'ajouter trois éléments souvent moins bien perçus :

1. Tout d'abord, la Russie, vieille puissance fatiguée, réactionnaire même puisque M. Poutine a fait à la tribune des Nations unies l'éloge de l'ordre de Yalta (29 septembre 2015)

La Russie a su à partir des années 2010 capter à son profit la montée en puissance du ressentiment anti-occidental ; ses diplomates ont eu, par exemple, le génie de susciter le groupe des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) , qui se réunit chaque année au niveau des chefs d'État, sans guère d'agenda commun si ce n'est de faire pièce à la domination occidentale ; les BRICS ont été pour la diplomatie russe un formidable instrument, M. Poutine lui-même tirait auprès de ses homologues un prestige immense pour avoir été le premier (avant la Chine, qui a longtemps fait profil bas) à résister à l'Amérique lorsque celle-ci était au sommet de sa puissance comparée à la Chine, à l'Europe. L'habileté des Russes a été de faire fructifier une étrange connivence entre eux-mêmes et l'ex-tiers-monde, remontant sans doute au soutien de l'URSS aux luttes de décolonisation, alors même que sur beaucoup de sujets : l'élargissement du Conseil de sécurité, par exemple : la Russie soutient des positions antagonistes de celles de ses « amis » du Sud.

2. *Derrière le paravent du Sud global se profile un groupe de pays qui ont à la fois plus de moyens d'agir et plus d'ambition que les autres. Ce sont des puissances moyennes (dites aussi « régionales ») – la Turquie, l'Iran, l'Arabie saoudite, voire les Émirats arabes unis – et bien sûr l'Inde (une superpuissance en devenir) – auquel le relatif désengagement américain des affaires du monde après Bush Jr. avait dans les années précédentes offert une plus grande latitude pour agir en fonction de leurs intérêts propres. Elles se comportent en puissances désinhibées. Les exemples les plus spectaculaires de cette attitude avaient été avant la guerre l'intervention saoudienne et émirienne au Yémen et la politique « néo-ottomane » de M. Erdogan. Il est remarquable que ces « puissances moyennes désinhibées » soient celles qui dans le contexte de la guerre d'Ukraine manifestent le plus d'indépendance et tirent en fait bénéfice de la situation. L'Inde accroît ses achats de pétrole à bas prix à la Russie, l'Arabie saoudite s'entend avec elle au sein de l'OPEP+ pour réduire les quotas de production de pétrole, la Turquie, tout en ayant vendu des drones à l'Ukraine, voit affluer les capitaux russes. Ces stratégies affaiblissent la politique d'isolement économique de la Russie mise en place par les États-Unis et l'Europe. Quant à l'Iran, il devient fournisseur d'armes aux forces russes. Sur le plan politique aussi, les puissances moyennes*

désinhibées jouent un rôle significatif : elles se projettent ou sont perçues comme des médiatrices possibles avec le président russe. La Turquie s'est d'ailleurs entremise avec succès pour l'obtention de l'accord sur le grain, sans lequel les exportations de céréales en provenance de l'Ukraine seraient toujours bloquées ; les silences ou les remarques de M. Xi Jinping, le président chinois, et de M. Modi, le Premier ministre indien, en marge de la rencontre de l'Organisation de coopération de Shanghaï à Samarkand, en septembre 2022, ont certainement influencé les décisions de Vladimir Poutine. C'est vers ceux-ci que les dirigeants réunis au sommet du G20 à Bali, début novembre 2022, se sont tournés pour adresser un signal à Moscou : la formule du Premier ministre indien – « l'heure n'est pas à la guerre » – a été reprise dans le communiqué final du sommet. Ainsi, la guerre en Ukraine constitue pour les « puissances moyennes désinhibées » un moment d'affirmation qui laissera nécessairement des traces. Dans aucune crise mondiale, la Chine et l'Inde en particulier n'avaient jusqu'ici joué un rôle potentiellement aussi décisif.

3. En ménageant la Russie, c'est peut-être aussi la bienveillance de la Chine que recherchent un certain nombre de pays du Sud – cette Chine devenue le premier partenaire commercial de tout le Sud. L'intérêt reste la boussole des États. Pour certains gouvernements, en particulier en Afrique, la dépendance à l'égard de la Russie en matière d'alimentation constituait une limite à leur capacité de blâmer Moscou ; pour de nombreux autres, dans toutes les régions du monde, ne pas choisir, c'est préserver l'avenir, se garder la possibilité de s'offrir au plus offrant, exploiter toutes les ambiguïtés d'une position dite « équilibrée ».

Les réalignements régionaux : multipolarisation de la géopolitique

L'Est, l'Ouest, le Sud, la guerre en Ukraine aggrave des fractures qui existaient déjà, que la crise de la Covid avait d'ailleurs encore avivées. L'Europe est le continent le plus directement affecté par la guerre en Ukraine. Elle s'est montrée remarquablement unie dans la politique de sanctions à l'égard de la Russie et, jusqu'ici, de soutien à l'Ukraine.

Les conséquences économiques, énergétiques, sociales du « test de résilience » entre la Russie et l'Ouest n'en sont pas moins difficiles à gérer par les gouvernements européens. On voit la France et l'Allemagne se déchirer sur la politique énergétique et les projets structurants en matière d'industrie de défense. À un niveau plus profond, le retour « du fer et du sang » pour modifier les frontières sur le sol européen constitue un traumatisme pour un continent qui croyait avoir échappé pour toujours à la guerre. Son prestige dans le monde s'en trouvera nécessairement entamé : elle aura perdu son aura de continent exceptionnel.

Entre Européens eux-mêmes, l'Ukraine a fait ressortir une ligne de fracture fondamentale entre ceux qui ne croyaient pas à la menace russe et ceux qui la dénonçaient sans relâche, La France et l'Allemagne se retrouvent en difficulté face à l'Europe de l'Est et du Nord, leur légitimité est diminuée, tout est prétexte à la suspicion à leur égard, notamment le degré de leur soutien militaire à l'Ukraine : pour les Polonais et les Baltes, ce sont les États-Unis et le

Royaume-Uni qui se sont effectivement portés au secours de l'Ukraine et qui sont donc les vrais garants de la sécurité européenne.

Par ailleurs, la ligne de « prudence », le souci de garder un contact avec la Russie, qui est celle de Paris et Berlin, est moins éloignée qu'il n'y paraît de celle de Washington sur le fond, sinon sur la forme. *Mais le périmètre de l'Union européenne, ses institutions, ses politiques en matière d'énergie et dans de nombreux autres domaines, tout cela est désormais à réinventer ; de même sans doute que la relation transatlantique et la relation de l'Europe avec la Chine.*

Au Moyen-Orient, le séisme de la guerre en Ukraine fait aussi de nombreux dégâts. Un certain nombre de pays voient une dégradation forte de leurs fondamentaux économiques, entraînant de graves conséquences sociales et alimentaires. C'est le cas notamment des pays dépendant des importations de céréales, tandis que les producteurs de pétrole se trouvent renforcés. Les fondamentaux géopolitiques de la région paraissent pour l'instant peu affectés.

Peut-être cependant le bruit et la fureur entourant la guerre en Ukraine dissimulent-ils au Moyen-Orient une évolution lourde de conséquences pour l'avenir : *la perspective d'un Iran accédant à l'arme nucléaire pourrait entraîner un séisme aussi grave que la guerre en Ukraine.* du voile, son opposition au régime. Tout laisse penser que ni la Russie ni la Chine, dans les circonstances actuelles, ne feront obstacle aux ambitions nucléaires de l'Iran.

Il faut enfin aborder le cas d'étude de l'Indopacifique, qui a acquis depuis quelques années aux yeux de beaucoup d'observateurs le statut d'épicentre géopolitique du monde. Si l'on observe les votes aux Nations unies et l'attitude à l'égard de la Russie, pas de surprise : l'Inde s'en tient à un non-alignement assumé, pratiquant un balancement majestueux entre ses intérêts économiques (et d'armements) à l'Est et ses intérêts géopolitiques à l'Ouest ; les pays de l'ASEAN (le Sud-Est asiatique) se sont répartis en plusieurs nuances selon leur degré de résistance ou de docilité à la Chine, tandis que les alliés des États-Unis, l'Australie et le Japon, ont adopté la même réponse à l'agression russe que les Occidentaux. Dans l'immédiat également, la Corée du Nord profite de l'inattention générale pour durcir son programme nucléaire – autre élément du retour du risque nucléaire dans l'équation stratégique mondiale.

À plus long terme, une autre conséquence critique de la guerre en Ukraine pourrait être un bond dans l'effort d'armement des alliés des États-Unis. En lien avec ce dernier point, la question majeure est de savoir *quelles leçons la Chine de Xi Jinping tirera de la guerre ukrainienne dans la mise en œuvre de ses visées sur Taïwan.* Une première hypothèse serait que la direction chinoise révise son évaluation d'une « décadence de l'Occident » – et donc qu'elle soit incitée à la prudence. S'ajoute à cela le fait que la fenêtre d'opportunité se referme pour M. Xi Jinping s'il veut réaliser son rêve de réunification de la Chine. Le document adopté par le XXe congrès du Parti communiste chinois confirme le caractère hyper-prioritaire que revêt ce sujet pour la direction chinoise. On peut cependant imaginer que la Chine privilégie une stratégie de pressions accrues, combinant des périodes de coercition militaire, des embargos économiques, un étouffement progressif de l'île tout en évitant l'invasion proprement dite. Cela ne change pas fondamentalement la nature du défi posé à l'ordre international.

III - Comment reconstruire un ordre international ? :

Le conflit ukrainien marque peut-être la fin de l'illusion de l'ordre libéral international, c'est-à-dire d'un ordre dominé par les puissances occidentales.

Ce dernier n'aura pas empêché le retour de la guerre dans le continent le plus pacifique de la carte géopolitique du monde. Sauf erreur de leur part, *les pays occidentaux* vont, d'une manière ou d'une autre, à un coût et dans des conditions imprévisibles, l'emporter ; *ils auront fait la démonstration qu'ils maintiennent une position de force non négligeable dans les équilibres mondiaux ; le monde multipolaire, tel du moins que conçu à Moscou – et à Pékin –, aura subi peut-être une défaite, ou au minimum un revers.*

Cependant sur ce qui nous paraît l'essentiel : il n'y aura pas de retour en arrière, pas de « restauration » du monde d'avant. Les conditions qui ont laissé croire à Vladimir Poutine qu'il pouvait tabler sur une défaillance des Occidentaux vont continuer d'exister : *la relativisation de la puissance des Occidentaux dans le monde global va se poursuivre ; la situation intérieure aux États-Unis et dans un certain nombre de démocraties va rester précaire ; c'est après tout là que se situe la plus grande faiblesse du monde occidental.*

Le ressentiment du Sud ne va pas disparaître, les puissances moyennes désinhibées ne vont pas rentrer dans le rang. Le moment venu – à supposer encore une fois que l'issue de la guerre en Ukraine soit bien favorable au « camp occidental » –, il faudra examiner les conditions qui auront permis de mettre en échec l'agression russe :

- *La détermination des Ukrainiens avant tout ;*
- *La présence à la Maison Blanche d'un président américain « classique » défensif et offensif ;*
- *La supériorité technique des armes transférées à l'Ukraine par les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres alliés ;*
- *Le pouvoir conféré aux États-Unis par l'hégémonie du dollar et la domination occidentale des circuits financiers. Cette capacité des Américains et de leurs alliés de « stratégiser » leur puissance économique – par la politique des sanctions et de contrôle des exportations – a permis de dissuader la Chine d'apporter un soutien militaire et économique à Moscou. C'est aussi cet atout maître des États-Unis qui réveille le plus les puissances émergentes « désinhibées » ou en voie de désinhibition.*

Il y a dans le monde d'aujourd'hui, entre les nations, des éléments qui caractérisent une situation nouvelle, source d'instabilité :

une situation dans laquelle l'État de droit au plan international ne correspond plus à l'état de fait ; dans une telle conjoncture, les forces montantes, désireuses de changer l'ordre établi, se sentent suffisamment solides pour passer à l'assaut contre les nations occidentales, on évoque ici les interventions dans le cadre d'institutions internationales.

La chance du camp occidental réside en ceci que la Russie de Poutine est un faux représentant des « forces montantes » – le Sud global – et *il faut espérer que la guerre en Ukraine permettra de mettre un terme au tour de passe-passe par lequel Moscou a réussi à se présenter comme l'avant-garde d'un monde nouveau.* Mais le temps est

compté pour les États garants de l'ordre du monde défaillant actuel – et plus généralement pour tous ceux qui sont conscients que la coopération internationale demeure plus que jamais un impératif catégorique.

La question de fond est donc devant nous : comment reconstruire ? Comment reconstruire dans ce contexte étrange qui voit l'ordre créé par les Occidentaux apparemment à bout de souffle, mais l'alliance occidentale encore debout et capable de ressorts ? Il nous paraît de bonne méthode de différencier le plan de la sécurité collective et celui des enjeux globaux et de la régulation de la globalisation.

Sur le premier plan – la sécurité collective –, les États-Unis, l'Europe, leurs alliés en Asie ne doivent pas baisser la garde. Ils doivent viser à disposer d'une capacité de dissuasion. Mais le temps est compté pour les États garants de l'ordre du monde défaillant actuel – et plus généralement pour tous ceux qui sont conscients que la coopération internationale demeure plus que jamais un impératif catégorique.

Les États-Unis, l'Europe, leurs alliés en Asie ne doivent pas baisser la garde. Ils doivent viser à disposer d'une capacité de dissuasion contre une répétition de ce qui s'est passé en Ukraine – ou d'autres scénarios de crise potentiellement aussi graves : Iran, péninsule coréenne, Taïwan.

Toutefois, l'intérêt des États Unis et de leurs alliés est aussi de rétablir la crédibilité du principe de non-agression à condition de ne pas rééditer le scénario américain en Irak en 2003 – et si ceux-ci s'imposent une limitation dans les interventions extérieures (comme le montrent les problèmes actuels de la France en Afrique). Et cela dans un contexte où l'autorité du Conseil de sécurité des Nations unies est compromise sauf réforme de celui-ci : composition, limitation du droit de veto.

S'agissant des enjeux globaux, rétablir la confiance entre le Nord et le Sud implique d'abord que le Nord tienne ses promesses. C'est le cas, par exemple, des crédits qui ont été promis par les pays du Nord lors des COP de Paris et de Glasgow pour aider les pays du Sud à s'adapter aux effets du changement climatique. Cette condition nécessaire ne sera pas suffisante. De part et d'autre, une révolution culturelle est nécessaire. Le Nord et le Sud global sont condamnés, pour sauver la planète, à s'entendre pour gérer les interdépendances créées par la mondialisation. A minima on peut imaginer un monde dans lequel les États du Sud comme ceux du Nord se réapproprient les mécanismes multilatéraux – et d'abord ceux de la famille onusienne – qui seuls peuvent permettre de traiter les problèmes communs à l'humanité.

Les regards se tourneront naturellement vers l'Europe, qui a vocation à jouer un rôle majeur dans une relance de la coopération sur la gouvernance des biens communs de l'humanité. La Chine a peu à offrir dans le sens d'un ordre du monde plus égalitaire, les puissances moyennes désinhibées sont surtout préoccupées par leurs propres intérêts. La politique des enjeux globaux comporte ses propres chausse-trappes. L'Europe doit se garder par exemple d'un « impérialisme normatif » qui en matière d'écologie entrerait en collision avec le modèle de développement de certains États africains.

Mais surtout, l'Europe (ou un noyau dur d'États au sein de l'Europe) doit revenir aussi dans le grand jeu géopolitique dans l'Indo-Pacifique.

La guerre en Ukraine montre qu'en réalité l'Europe conserve face à l'adversité des capacités de réaction non négligeables.

IV – Les enjeux pour l'Europe : Si l'Europe veut éviter un nouveau Yalta

Quelle que soit l'issue de l'épreuve en cours, le risque cependant est que Vladimir Poutine – ou un successeur de celui-ci – ait le dernier mot sur l'essentiel, c'est-à-dire l'émergence d'un nouvel ordre du monde stabilisé autour d'un directoire central composé de la Chine, des États-Unis, de l'Inde sans doute, et de la Russie (probablement vassale de la Chine) – à l'exclusion de toute puissance européenne ; c'est cela, le « nouveau Yalta » que le déclencheur de la guerre en Ukraine a en tête, un schéma acceptable – il ne faut pas s'y tromper – pour beaucoup d'États dans le monde. L'Europe, hélas, va sortir elle aussi affaiblie de cette guerre ; et pourtant, si elle veut échapper à la provincialisation, elle se doit d'avoir une ambition géopolitique mondiale. C'est important sinon indispensable pour l'Europe qui doit avoir aussi un certain leadership au plan industriel et commercial ce qui suppose une politique dynamique concernant :

les nouvelles technologies (numérique, biotechnologies, transition énergétique et climatique, développement durable...),

la gestion de sa population : faire face au déclin de sa population de souche européenne, gérer une immigration fuyant les problèmes de sécurité (conflits, insécurité climatique...) en l'assimilant par l'éducation et la formation.

L'UE doit faire évoluer aussi son organisation, ses institutions :

Il y a plusieurs réformes institutionnelles proposées pour l'Union Européenne. Par exemple, le traité de Lisbonne rappelle que le fonctionnement de l'Union est fondé sur le principe de la démocratie représentative¹. Les citoyens européens sont représentés au niveau de l'Union par le Parlement européen (PE), tandis que les États membres le sont au Conseil européen et au Conseil des ministres par leurs gouvernements.